

**Service prévention des risques techniques**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE ajoutant, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 portant sur l'utilisation d'un produit floculant pour la décantation des boues de lavage, la fréquence et les modalités de la surveillance de la qualité des rejets aqueux de la carrière, exploitée par la société RICARD SARL, au lieu-dit " Mourre de Lira , située sur le territoire de la commune de Mornas (84)

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V, et son article R. 181-46 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 autorisant la société RICARD SARL à exploiter une carrière, implantée au lieu-dit « Mourre de Lira » sur le territoire de la commune de Mornas (84 550) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

- VU** le porter à connaissance du 22 janvier 2024, complété par voie électronique le 05 août 2024 et le 16 septembre 2024, transmis par la société RICARD SARL pour la carrière située au lieu dit « Mourre de Lira » sur la commune de Mornas ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 janvier 2025 ;
- VU** le courrier du 5 février 2025 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** la demande d'utilisation d'un flocculant dans le process de décantation des boues faite par la société RICARD SARL pour la carrière « Mourre de Lira » située sur le territoire de la commune de Mornas ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande n'implique pas de nuisances supplémentaires ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients « significatifs » pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, ni d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R. 181-46, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 doivent être ajoutées, modifiées ou complétées pour prendre en compte l'impact de ces modifications sur ses dispositions et prescriptions ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Champ d'application**

La société RICARD SARL, ci-après nommée « l'exploitant » dont le siège social est situé route d'Uchaux à Mornas (84 550), est tenue, pour sa carrière, implantée au lieu-dit " Mourre de Lira " sur le territoire de la commune de Mornas (84 550), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

### **ARTICLE 2 - Modification de l'article 2.4.3.2 « remblayage de l'excavation »**

Les dispositions de l'article 2.4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 sont remplacées par les suivantes :

« Les déchets utilisables pour le remblayage sont exclusivement les déchets d'extraction inertes d'origine interne à la carrière. Tout apport de déchets externes est interdit.

Sur les 25 années de la durée de l'autorisation pour l'installation classée 2510, la quantité maximale de déchets inertes internes à stocker est estimée à :

- 1 100 m<sup>3</sup> de terres de découverte ;
- 5 900 m<sup>3</sup> de stériles issus du criblage primaire.

Par ailleurs, 400 m<sup>3</sup> par an environ de boues de décantation sont produites sur l'installation de lavage des sables (boues avec flocculant). Ces boues sont également utilisées pour la remise en état du site et de la carrière contiguë, située aux lieux-dits « Derrière Montmou Est et Ouest ».

Les zones prévues pour ce stockage sont définies au travers des schémas d'exploitation et du plan de remise en état final du site. »

### **ARTICLE 3 - Modification de l'article 4.6.3.3 « programme de surveillance » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023**

Les dispositions de l'article 4.6.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 sont complétées par les suivantes :

Les analyses des eaux prélevées portent également sur le paramètre suivant :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Acrylamide, monomère et ses dérivés	Semestrielle	-

Les autres dispositions restent inchangées.

### **ARTICLE 4 – Modification de l'article 8.1.1.2 « utilisation des fines » de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 est modifié**

Les dispositions de l'article 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 sont remplacées par les suivantes :

« Les fines issues de la décantation ou de l'ouvrage de filtration des eaux de lavage sont utilisées pour la remise en état du site. En aucun cas, leur régalage dans l'excavation ne doit compromettre l'écoulement des eaux météoriques en modifiant la perméabilité des sols. Un produit flocculant est utilisé dans le process de traitement des boues issues de l'extraction des sables ».

### **ARTICLE 5 - modification de l'article 4.5.2 « Localisation des points de rejet et caractéristiques »**

Le premier tableau mentionné à l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 est remplacé par les dispositions suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert 93	X :839441 Y :6348334
Nature des effluents	Eaux issues de l'aire de lavage et de ravitaillement des engins

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées ruisselant sur l'aire de lavage
Exutoire du rejet	Stockage dans une cuve, avant utilisation des eaux pour l'arrosage des pistes
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures

#### **ARTICLE -6 – insertion de l'article 8.1.1.3 « Flocculant »**

L'article 8.1.1.3 « Flocculant » est ajouté au sein de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 susvisé :

« Article 8.1.1.3 « Flocculant » :

##### **Article 8.1.1.3.1 Composition**

Le flocculant utilisé contient un taux inférieur à 0,1 % de monomère résiduel dans le polyacrylamide. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents du fournisseur justifiant que le flocculant utilisé respecte ce seuil.

##### **Article 8.1.1.3.2 - stockage**

Le produit flocculant est éloigné de l'ouvrage de prélèvement d'eau et stocké conformément à l'article 7.4.3 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7– insertion de l'article 8.1.1.4 « bassins de décantation »**

L'article 8.1.1.4 « bassins de décantation» est ajouté au sein de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023 susvisé :

« Article 8.1.1.4 Bassins de décantation :

##### **Article 8.1.1.4.1 Caractéristiques des bassins**

Les boues flocculées produites par l'installation sont envoyées par une conduite vers des bassins de décantation. Les bassins N°1 et N°2 ont les caractéristiques suivantes :

- localisation : site de la carrière Mourre de Lira
- cote de fond des bassins en béton : 129,40 m NGF
- hauteur bassin : 3,3 mètres

Les plans de l'installation sont présentés en annexe 1 du présent arrêté.

#### **Article 8.1.1.4.2 remise en état**

Les bassins de décantation sont démantelés au terme de l'exploitation de la carrière. Les terrains d'assiette de ces équipements sont remis en état pour un usage naturel, conformément aux dispositions de l'article 2.4 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 : Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

#### **ARTICLE 9 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 10 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Mornas, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Vaucluse, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 14 avril 2025  
Pour le préfet,  
le secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet, chargé de mission

signé : Sébastien MAGGI

